

me rappelle une histoire. Parfois les conservateurs veulent les régies et parfois ils ne les veulent pas. Les honorables vis-à-vis y tiennent beaucoup, mais ils les abolissent toutes. Les membres du crédit social ne veulent que le droit d'imprimer de la monnaie.

M. LOW: Voilà encore du radotage socialiste.

M. GILLIS: Cela me rappelle l'histoire d'un type qui marchait un pied sur la bordure du pavé et l'autre dans le ruisseau. Après avoir parcouru ainsi une certaine distance, il rencontre un gendarme qui lui dit: "Qu'est-ce qui ne va pas, l'ami? Je crois que vous êtes ivre". — "Voilà qui me réjouit, reprend notre homme, je me croyais infirme." C'est à peu près ainsi que marche la Chambre, un pied en haut et l'autre en bas et le moment est venu, croyons-nous, de décider où elle va.

M. DAVID CRÖLL (Spadina): Les vacances de Pâques et la suppression de certaines régies avant et pendant ce congé nous ont fourni une excellente occasion non seulement de sonder nos commettants mais de nous rendre vraiment compte de ce qu'ils pensent. La suppression des régies inquiétait vivement les gens de toutes les classes de la société que j'ai rencontrés à ce moment-là. Partout, on formulait la même plainte. Selon le public, la Chambre ne se rend pas compte que le régime de laissez-faire est désuet. Il est d'avis que certains députés souhaitent le retour du bon vieux temps, c'est-à-dire, de l'époque dénuée d'intervention gouvernementale, des années 1930 qui donnaient la liberté d'action complète et provoquaient une prospérité factice, ainsi que des crises réelles.

Bien des gens n'interprètent pas de la même façon la libre entreprise et le régime de laissez-faire. A mon sens, le commerce, livré à ses propres ressources, assurera à l'homme moyen des conditions économiques idéales. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue un truisme important: le mobile du profit, auquel je ne m'oppose pas comme tel, est à la base de l'industrie. Il arrive, cependant, que les intérêts légitimes des hommes d'affaires soient nettement en conflit avec ceux des consommateurs. Dans ce cas, il appartient au Gouvernement de mettre un frein à l'industrie désordonnée. Autrement dit, un jour viendra où les régies seront non seulement opportunes mais indispensables; jusqu'à présent, nous n'avons pas eu à nous plaindre au pays. Les restrictions nous ont bien servis et n'ont pas provoqué de pénuries. Pendant la guerre, le Gouvernement a réussi, grâce aux régies, à affecter l'énorme rendement de l'industrie aux besoins de l'Etat, c'est-à-dire à la poursuite

des hostilités de la façon la plus efficace. Dans ces années critiques de paix, nous devons utiliser ces forces, mais non pas, comme certains penseurs politiques le voudraient, en vue de ramener l'industrie à la normale. A mon avis, ce n'est là qu'une étiquette qui cache une multitude d'iniquités. Nous savons que durant les années 1930, le commun des mortels a été écrasé sous l'énorme fardeau des forces économiques.

Aujourd'hui, la pénurie est la principale caractéristique de notre économie; tant qu'elle subsistera l'industrie s'en servira en vue de réaliser des bénéfices. Après tout, le propriétaire ou l'industriel n'est pas tenu de diriger ses affaires de façon à en faire bénéficier le public. Ces gens estiment que leur but est de réaliser des bénéfices et nous serions bien naïfs de penser le contraire ou de leur demander de diriger leur entreprise à des fins altruistes. Le véritable homme d'affaires ne dirige pas son entreprise pour la charité et s'il peut profiter de la rareté de certains produits, il le fera. Par exemple, si ces gens peuvent réaliser plus de bénéfices en construisant de magnifiques théâtres ou des boîtes de nuits de grand luxe plutôt que des maisons, combien d'entre eux renonceront aux bénéfices pour travailler au bien commun? La volonté du peuple, exprimée par l'entremise du Parlement, peut seule forcer l'industrie à travailler au bien commun et dans son propre intérêt.

Par conséquent, tant que dureront les présentes pénuries, et personne ne peut prédire quand elles prendront fin, nous ne devons pas abolir les régies trop rapidement. C'est ce que nous faisons présentement. En temps normal, lorsque la situation des affaires est saine, les producteurs marginaux, comme les appellent les économistes, c'est-à-dire ceux qui sont prêts à faire la concurrence en ne réalisant qu'un faible bénéfice, ont toujours réussi à freiner les ambitions monopolisatrices. Aujourd'hui, cependant, la rareté des denrées n'encourage pas la production marginale. Nous avons d'une part une forte pénurie de denrées, au pays et à l'étranger, et de l'autre une abondance relative d'argent, bien qu'actuellement, comme bon nombre d'hommes d'affaires le savent, l'argent n'est pas aussi abondant qu'il y a un an. Qu'arrive-t-il dans une économie non régie? La demande fait monter les prix. En raison de la cherté de la vie, les salaires deviennent insuffisants et la spirale de l'inflation porte les prix et les frais à un niveau exorbitant qui conduit à un désastre certain.

Il y a un remède, une solution: les régies. Comme l'état de choses n'a pas atteint un point trop grave, si les hommes d'affaires sont